

Direction des Transports Routiers de Voyageurs



Règlement de transports scolaires

Région Nouvelle-Aquitaine

septembre 2019

Préambule	4
INTRODUCTION	4
OBJET	4
1. AYANTS-DROITS AUX TRANSPORTS SCOLAIRES	5
1.1. Règles	5
1.1.1. Conditions de domiciliation	5
1.1.2. Conditions particulières au transport des élèves de maternelles	5
1.1.3. Conditions de scolarisation	6
1.1.4. Conditions de transport	6
1.2. Cas particuliers	7
1.2.1. Regroupements Pédagogiques	7
1.2.2. Garde alternée	7
1.2.3. Correspondants étrangers	7
1.2.4. Stages	8
1.2.5. Dérogations à la sectorisation	8
1.2.6. Cas particuliers des internes	9
1.2.7. Navettes internats	9
2. CONDITIONS D'INSCRIPTION ET TARIFICATION	10
2.1 Procédures d'inscription	10
2.2 Titres de transports scolaires	10
2.3 Tarification des transports scolaires	10
2.4 Modalités de paiement	11
3. ORGANISATION DES SERVICES DE TRANSPORT	13
3.1 Accès aux différents services	13
3.1.1 Accès aux Services Affectés à Titre Principal aux Scolaires / Renforts scolaires et lignes de desserte des établissements scolaires	13
3.1.2 Accès aux lignes régulières régionales	13
3.1.3 Accès aux réseaux TER	14
3.1.4 Accès aux réseaux de transports urbains	14
3.2 Conditions d'évolution des services	14
3.2.2 Création, maintien, suppression d'un service	14
3.2.3 Création, maintien, suppression de point d'arrêt	15
3.3 L'accès aux Aides Individuelles au Transport (AIT)	15
3.3.1 Conditions d'accès aux AIT	16
3.3.2 Modalités de calcul et de versement	16
4. CONDITIONS GENERALES D'UTILISATIONS DES SERVICES	18
4.1 Montée et descente du car	18
4.2 Obligation des parents et/ou représentants légaux	18
4.3 Obligations de l'élève pendant le trajet	19

4.4	Titre de transport	20
	<i>Annexe 1 – CAS DE DEROGATION A LA SECTORISATION</i>	21
	<i>Annexe 2 – TARIFICATIONS APPLICABLES</i>	23
	<i>Annexe 3 – REGLEMENT DE DISCIPLINE</i>	24

PROJET

PREAMBULE

INTRODUCTION

La Région Nouvelle-Aquitaine est l'autorité organisatrice compétente, en application des articles L.3111-7 à L.3111-10 du code des transports et de l'article L.214-18 du code de l'éducation, pour organiser les transports scolaires sur son territoire, en dehors des ressorts territoriaux des Autorités Organisatrices de la Mobilité.

Le présent règlement s'applique sur l'ensemble du réseau régional de transport scolaire, que les services soient organisés par la Région ou, par délégation par les autorités organisatrices de second rang (AO2), et pour l'ensemble des usagers.

Les transports scolaires sont un service de transport public conçu et organisé pour répondre aux besoins du plus grand nombre.

Les règles définies par les clauses du présent règlement sont destinées à définir le cadre d'intervention de la Région et à garantir la qualité et la sécurité des transports scolaires.

OBJET

Le présent règlement a pour objet de définir sur le territoire de la Région Nouvelle-Aquitaine :

- Les ayants-droits et les conditions à remplir pour bénéficier du transport scolaire organisé par la Région
- Les conditions tarifaires et les modalités d'inscription
- Les conditions de création et d'organisation des services assurant la desserte des établissements d'enseignement pour le transport scolaire
- Les règles de sécurité et de discipline applicables à bord des véhicules et aux abords

1. AYANTS-DROITS AUX TRANSPORTS SCOLAIRES

1.1. Règles

Toutes les conditions définies dans le présent chapitre doivent être respectées pour accéder au statut d'ayant-droit.

1.1.1. Conditions de domiciliation

Les élèves quel que soit leur statut (externe, demi-pensionnaire, interne) doivent être domiciliés dans la Région Nouvelle-Aquitaine.

Les élèves doivent effectuer un trajet domicile-établissement scolaire non inclus dans le ressort territorial d'une Autorité Organisatrice de la Mobilité compétente en matière de transports urbains.

Le domicile s'entend comme le domicile du représentant légal, la famille d'accueil suite à un placement par les autorités compétentes ou d'un foyer d'accueil.

Les élèves doivent être domiciliés à au moins 3 km de l'établissement scolaire fréquenté : cette condition s'appliquera à compter de l'année scolaire 2022-2023. Jusqu'à cette date, les différentes règles établies par les Départements continueront de régir la distance minimale entre le domicile et l'établissement scolaire :

- 1,5 km en Corrèze
- 1 km en Creuse
- 1,5 km en primaire et 2 km en secondaire dans les Pyrénées-Atlantiques
- pas de limite en Deux-Sèvres
- 1 km en primaire et 3 km en secondaire dans la Vienne.

La distance domicile établissement est calculée sur la base du trajet routier le plus court, selon le site de référence www.wego.here.com

1.1.2. Conditions particulières au transport des élèves de maternelles

Les élèves de maternelles ne peuvent être transportés que si la commune de l'établissement ou l'Autorité Organisatrice de second rang met en place à sa charge un accompagnateur sur toute la durée du service. Pour des raisons de sécurité, cette mesure est fortement recommandée là où elle n'existe pas encore dès la rentrée prochaine, elle sera dans tous les cas obligatoire au plus tard en Septembre 2022. Cette obligation ne concerne que les véhicules de plus de 9 places

La Région accompagnera financièrement cette obligation en subventionnant les collectivités à hauteur de 50 % son coût estimé .

Les enfants scolarisés en maternelle ne sont pas admis sur les lignes régulières.

1.1.3. Conditions de scolarisation

Pour être ayant-droits les élèves doivent être scolarisés :

- De la Maternelle (sous réserve des conditions fixées à l'article précédent) à la fin des études secondaires
- Dans un établissement scolaire public ou privé sous contrat d'association avec l'Etat, relevant du Ministère de l'Education Nationale ou du Ministère de l'Agriculture
- Dans le respect de la sectorisation (carte scolaire) pour les établissements publics d'enseignement général sauf dérogations liées à l'organisation des services.
- Pour les établissements privés, la sectorisation est définie selon les dispositions suivantes :
 - ▶ La commune de domicile de l'élève doit appartenir au secteur de recrutement de l'établissement public de référence ;
 - ▶ L'établissement privé doit se situer dans une des communes du secteur de recrutement de l'établissement public de référence.
 - ▶ Dans un certain nombre de cas prévus en annexe, il est peut être dérogé à titre exceptionnel à cette règle.
- Les élèves de SEGPA, MFR, ULIS et des EREA ne sont pas soumis aux contraintes de sectorisation.
- Les établissements techniques, technologiques ou professionnels ne sont pas soumis aux contraintes de sectorisation.

Les établissements de formation hors contrat ne sont pas pris en compte.

Les étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur, y compris dans les classes post-bac des lycées, les apprentis rémunérés et les jeunes suivant une formation en alternance ne sont pas considérés comme ayant-droits aux transports scolaires.

1.1.4. Conditions de transport

Les élèves externes ou demi-pensionnaires bénéficient d'un droit au transport sur la base d'un aller-retour par jour en période scolaire.

Les élèves internes bénéficient d'un droit au transport sur la base d'un aller-retour par semaine en période scolaire, sauf cas particulier des jours fériés prévus par le calendrier officiel de l'Education Nationale.

La carte de transports scolaires donne également accès, à l'exception des élèves de maternelle, à l'ensemble du réseau routier régulier régional durant les temps non scolaires :

mercredi après-midi, week-end et petites vacances scolaires. **Ce droit n'est pas ouvert sur les lignes desservant les stations de sports d'hiver.**

1.2. Cas particuliers

Les services de la Région ou par délégation les Autorités Organisatrices de Second Rang (AO2) vérifient les droits et instruisent le dossier.

1.2.1. Regroupements Pédagogiques

Sont bénéficiaires du tarif Regroupements Pédagogiques (RP) et du statut d'ayants-droits, les élèves qui relèvent d'un RP et effectuent un trajet entre l'école de leur domicile et une école du RP.

1.2.2. Garde alternée

Pour les élèves en garde alternée (parents divorcés ou séparés) l'abonnement scolaire pourra être ouvert sur deux trajets différenciés du réseau Régional. Le parent qui dépose la demande de transport avec les deux déplacements sollicités est considéré comme le déclarant principal.

Un seul paiement auprès de l'un des deux représentants légaux sera demandé calculé sur la base du revenu fiscal du déclarant principal.

Si dans l'un des deux cas l'élève est considéré comme ayant-droit (respect de la sectorisation et des règles de distance), il lui sera appliqué la tarification ayant-droit quel que soit l'autre trajet effectué. L'autorité organisatrice de 2nd rang correspondant au trajet où l'élève est ayant droit sera en droit de venir abonder la participation familiale.

Si la commune de domicile de l'un des deux représentants légaux ne relève pas de la sectorisation de l'établissement, l'élève sera pris en charge sur le service de transport le plus proche du domicile, sans modification des circuits existants.

L'application du tarif Regroupements Pédagogiques sera mise en œuvre pour les élèves qui empruntent uniquement la navette entre les écoles.

1.2.3. Correspondants étrangers

Les correspondants étrangers sont transportés gratuitement sur le trajet domicile-établissement, en présence de l'élève titulaire de son abonnement scolaire, pour une période maximale de 30 jours, sur demande expresse de l'établissement scolaire, adressée à la Région ou à l'autorité organisatrice de 2nd rang au moins 30 jours avant l'arrivée des correspondants. Cette demande doit comporter les éléments nécessaires à l'établissement du titre provisoire : nom et prénom de l'élève, date de naissance, nom du correspondant, établissement fréquenté, trajet effectué.

Ce droit n'est accordé que sous réserve des places disponibles et uniquement sur les services routiers régionaux.

Un titre ou une attestation provisoire portant leur nom, l'établissement et la période de validité leur sera remis.

1.2.4. Stages

Pour les stagiaires dans le cadre scolaire et titulaire d'un titre scolaire en cours de validité, si le trajet diffère du trajet scolaire initial, ils pourront utiliser un autre service routier organisé par la Région Nouvelle-Aquitaine gratuitement.

Ce droit n'est accordé que sous réserve des places disponibles.

Un titre ou une attestation provisoire portant leur nom, l'établissement et la période de validité leur sera remis.

1.2.5. Dérogations à la sectorisation

Peuvent également être considérés comme ayant-droits les élèves ne respectant pas la carte scolaire pour les raisons suivantes :

- Les élèves bénéficiant d'une dérogation accordée par l'Inspection Académique notamment pour des raisons médicales et sur présentation d'un certificat médical
- Les élèves scolarisés qui fréquentent le lycée le plus proche qui n'est pas celui de sectorisation en raison de disciplines de spécialité **au sens de l'Education Nationale** de LV1 ou de LV2 qui n'existeraient pas dans leur lycée de secteur.
- Les élèves scolarisés en Classes Horaires Aménagées Musique ou Danse reconnues
- Les élèves en pôle espoir (sous réserve qu'ils soient inscrits sur la liste des sportifs de haut niveau, justificatif à fournir)
- Les élèves qui ne respectent plus la sectorisation suite à un déménagement en cours d'année scolaire.
- Les élèves dont la proximité géographique à l'établissement et l'existence d'une offre de transport justifient la scolarisation dans l'établissement le plus proche.

Dans tous les autres cas, choix d'options non obligatoires, choix d'établissements privés hors sectorisation, choix personnels, etc, les élèves ne pourront pas être considérés comme ayant-droits aux transports scolaires.

Ils pourront être pris en charge, dans la limite des places disponibles, sur des services existants sans aucune modification d'itinéraire, ni création de points d'arrêts, avec application d'un tarif majoré.

1.2.6. Cas particuliers des internes

Les internes sont considérés comme ayant-droits s'ils respectent l'ensemble des conditions décrites ci-dessus et notamment la sectorisation.

En effet le choix de l'internat ne constitue pas un motif de dérogation notamment à la sectorisation.

Les internes ayant-droits peuvent être pris en charge soit :

- Par des services dédiés lorsqu'ils existent
- Par des services scolaires de demi-pensionnaires dans la limite des places disponibles et sous réserve d'horaires compatibles
- Par les services réguliers de transports interurbains régionaux : trains ou lignes régulières

Lorsqu'un élève interne remplit les conditions d'ayant-droit, mais qu'aucun service régional existant n'est adapté à ces besoins, il peut bénéficier d'une Aide Individuelle au transport dans les conditions prévues dans le présent Règlement.

Les modalités de prise en charge qui sont proposées aux internes ayant-droits relèvent de la seule décision de la Région.

1.2.7. Navettes internats

Les élèves internes dont l'internat est situé dans un lycée différent de celui où les cours sont dispensés pourront bénéficier, dès lors que ce service existe, d'une tarification spécifique, dite navette Internat.

2. CONDITIONS D'INSCRIPTION ET TARIFICATION

2.1 Procédures d'inscription

L'inscription est obligatoire.

Avant chaque rentrée scolaire, les ayants-droits doivent établir ou renouveler leur demande de transport auprès de la Région en respectant les procédures en vigueur.

Les demandes doivent être adressées :

- Soit directement à la Région dans le module d'inscription et de paiement en ligne accessible sur le site www.transports.nouvelle-aquitaine.fr
- Soit auprès de l'Autorité Organisatrice de 2nd rang territorialement compétente dont la liste est consultable sur le même site
- Des formulaires papiers sont disponibles auprès des mêmes organismes.

Les inscriptions sont ouvertes à compter du 1^{er} juin précédent la date de la rentrée scolaire.

En cas d'inscription trop tardive (20 Août) la Région ne sera pas en mesure de garantir une réponse avant la rentrée scolaire.

En cas d'inscription avant le 20 Juillet, les frais d'inscription ne sont pas appliqués.

2.2 Titres de transports scolaires

Toute inscription aux transports scolaires validée par la Région génère soit l'édition d'une carte personnalisée papier soit d'édition d'une carte sans contact soit l'ouverture des droits pour l'année scolaire si l'élève possède déjà une carte sans contact.

La carte est exigible et obligatoire dès le premier jour d'utilisation du service.

- Les titres éventuellement achetés par l'ayant-droit dans l'attente de réception de sa carte d'abonnement ne sont ni remboursables, ni déductibles du montant de la tarification demandée.

En cas de perte, de détérioration ou de vol de la carte d'abonnement, l'élève devra acquérir un duplicata au tarif en vigueur dans l'annexe 2.

2.3 Tarification des transports scolaires

La grille tarifaire détaillée applicable aux transports scolaires est fournie en annexe 2 du présent règlement.

Les principes généraux applicables à la tarification sont les suivants :

- Les élèves respectant l'ensemble des conditions décrites par le présent règlement sont considérés comme ayant-droit et se voient appliquer les tarifs de référence

- Ces tarifs de référence sont basés sur le quotient familial (QF). Il s'agit de la moyenne mensuelle du revenu fiscal de référence divisé par le nombre de parts fiscales. *Il est calculé à partir des données fiscales du représentant légal de l'élève, récupérées par le biais de la base de données fiscale « API impôts particulier » mise à disposition par la Direction Générale des Finances Publiques. L'application de la grille tarifaire en fonction du quotient familial lors de l'inscription en ligne est conditionnée à l'acceptation expresse du représentant légal de l'utilisation de l'API pour accéder à ses données fiscales. Le représentant légal devra fournir son numéro fiscal et la référence de son dernier avis d'imposition. Si le représentant légal ne donne pas son accord à l'utilisation de l'API, il lui sera proposé soit l'application du tarif plein s'il souhaite poursuivre l'inscription en ligne, soit la poursuite de l'inscription par voie papier (cf 2.1).*
- Les élèves ne respectant pas l'une ou l'autre de ces conditions (distance, sectorisation) peuvent être acceptés sur les services de transports scolaires et/ou les lignes régulières existantes mais se voient appliquer une tarification majorée (tarif non ayant-droit). Cette prise en charge se fera dans le cadre des moyens existants, sous réserve des places disponibles.
- Les élèves peuvent bénéficier d'une prise en charge totale ou partielle de la tarification applicable par une autorité organisatrice de 2nd rang.
- Les élèves effectuant un trajet école-école dans le cadre d'un Regroupement Pédagogique se verront appliquer un tarif spécifique tel que défini dans l'annexe 2.
- Le montant de cette tarification est fixé forfaitairement. Il représente un droit d'accès au service de transports scolaires. Ce montant sera augmenté de frais de dossier d'un montant forfaitaire tel que défini en annexe 2 (sauf si l'inscription est faite avant le 20 juillet). Aucun remboursement total ou partiel ne pourra être effectué en cas de non utilisation du service, ou d'utilisation partielle ou l'arrêt en cours d'année scolaire.
- Toutefois en cas de changement de la situation de l'élève entraînant une désinscription au service de transport scolaire dûment justifiée (arrêt de la scolarité, déménagement, changement d'orientation) intervenant avant le 30 septembre de l'année scolaire, le remboursement pourra être effectué.

2.4 Modalités de paiement

Les modalités de paiement suivantes seront mises en œuvre :

- Chèque et espèce : paiement en une fois, exigé à l'inscription
- Carte bancaire et prélèvement SEPA :
 - o paiement en une fois à l'inscription
 - o ou paiement différé au 31 août
 - o ou paiement en trois fois sans frais
 - 1^{er} prélèvement le 31 Août 1/3
 - 2nd prélèvement le 30 septembre 1/3
 - 3^{ème} prélèvement le 31 octobre 1/3

En cas de non-paiement total ou partiel des tarifs et frais d'inscription, l'inscription de l'élève sera invalidée.

PROJET

3. ORGANISATION DES SERVICES DE TRANSPORT Accès aux différents services

3.1.1 Accès aux Services Affectés à Titre Principal aux Scolaires / Renforts scolaires et lignes de desserte des établissements scolaires

Ces services dits spécialisés sont proposés par la Région en cohérence avec l'implantation et les horaires de fonctionnement des établissements scolaires du secteur.

Ils sont organisés prioritairement pour les besoins de déplacements domicile-établissement scolaire des élèves.

Ils sont éventuellement adaptés chaque année en fonction des demandes d'inscription pour répondre au mieux aux besoins des élèves ayant-droits

Ils ne fonctionnent qu'en période scolaire et privilégient dans la mesure du possible un accès direct aux établissements.

Le trajet de prise en charge de l'élève est compris entre le point d'arrêt le plus proche du domicile de l'élève et le point d'arrêt le plus proche de son établissement de scolarisation.

La Région s'efforce ce que les temps de transport des élèves ne dépassent pas **1h30 par jour**.

Pour ce faire, la Région établit la règle suivante :

- Respect d'une distance inter arrêt minimale de 500 mètres pour les circuits desservant les établissements primaires
- Respect d'une distance inter-arrêt minimale de 1 km pour les circuits desservant les établissements secondaires.

Ces règles de principe pourront ponctuellement faire l'objet de dérogations afin de prendre en compte les circonstances locales, et en particulier des contraintes liées à la sécurité.

3.1.2 Accès aux lignes régulières régionales

Il s'agit de lignes commerciales ouvertes à tous les usagers y compris scolaires (sauf élèves de maternelle). Contrairement aux services spécialisés ces services qui sont conçus pour satisfaire le plus grand nombre ne sont pas obligatoirement organisés selon le calendrier scolaire, ni pour assurer une desserte directe des établissements scolaires.

Le trajet de prise en charge de l'élève est compris entre le point d'arrêt le plus proche du domicile de l'élève et le point d'arrêt le plus proche de son établissement de scolarisation.

L'utilisateur scolaire a accès à ces services dans la limite des droits qui lui sont conférés par son titre de transport scolaire en termes de périodes, d'horaires et d'itinéraires. Les élèves doivent respecter les règlements d'usage propres à ces lignes en plus du règlement scolaire.

3.1.3 Accès aux réseaux TER

Sous réserve du respect des règles fixées par le présent règlement, les élèves ayant-droit au transport scolaire peuvent bénéficier d'une prise en charge de leur déplacement sur les réseaux TER.

Pour les élèves externes et demi-pensionnaires, la Région prend en charge le coût de l'Abonnement Scolaire Réglementé (ASR), à raison d'un aller-retour par jour en période scolaire sous réserve que l'élève ait acquitté le tarif scolaire applicable.

Pour les élèves internes en Région Nouvelle-Aquitaine, la Région prend en charge le coût de l'Abonnement Interne Scolaire sur la base d'un aller-retour par semaine en période scolaire, sauf cas particulier des jours fériés prévus par le calendrier officiel de l'Education Nationale.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux élèves domiciliés en Creuse, qui devront se tourner vers leur Conseil Départemental qui a souhaité conserver la maîtrise de ce dispositif.

3.1.4 Accès aux réseaux de transports urbains

Si le service de transport organisé par la Région Nouvelle-Aquitaine à destination des établissements situés au sein d'une Autorité Organisatrice de la Mobilité dépose (ou prend en charge) les élèves à plus de 800 mètres de leur établissement, la Région Nouvelle-Aquitaine prend en charge et met à disposition de l'utilisateur les titres de transports nécessaires à la correspondance sur le réseau urbain concerné dans la limite d'un Aller-Retour quotidien

Ce dispositif ne bénéficie qu'aux seuls élèves ayant-droits au sens du présent règlement.

3.2 Conditions d'évolution des services

3.2.2 Création, maintien, suppression d'un service

Un service pourra être modifié ou adapté selon les évolutions des effectifs, les contraintes techniques liées à la voirie, au véhicule ou au fonctionnement des établissements scolaires.

La décision de modification, création, suppression de service est **du seul ressort de la Région**, elle sera prise après information des communes et des autorités organisatrices de 2nd rang concernées.

Les règles suivantes sont appliquées :

- Un service sera maintenu si au minimum 4 élèves ayant-droits y sont inscrits et sous réserve que les effectifs prévisionnels soient stables ou en croissance sur les 3 années à venir
- Les services de primaire devront respecter une distance minimale de 500 mètres entre deux arrêts consécutifs
- Les services de secondaire devront respecter une distance minimale de 1000 mètres entre deux arrêts consécutifs

- Pour les services existants comptant 3 élèves ayant-droits inscrits ou moins, la Région se réserve le droit de les modifier ou de les supprimer en tenant compte toutefois de la situation des élèves (notamment en ce qui concerne leur positionnement dans le cycle scolaire).

3.2.3 Création, maintien, suppression de point d'arrêt

La création d'un point d'arrêt ne constitue pas un droit.

La Région apprécie seule l'opportunité de cette création au regard de la sécurité des élèves, du temps de transport et de l'incidence financière de la demande.

Toute demande doit être formulée par écrit à la Région par la Commune, la Communauté de Communes, le Syndicat Intercommunal à Vocation Unique ou l'autorité de 2nd rang compétente et contenir les éléments minimaux suivants :

- La localisation précise du point d'arrêt demandé (plan de situation)
- Le nombre d'élèves concernés sur les 3 années à venir en précisant leur classe
- L'établissement scolaire fréquenté

Toute demande de création de points d'arrêt verra une réponse apportée dans un délai maximal de trois mois.

Les demandes sont instruites en appliquant les règles suivantes :

- Le respect des règles minimales d'inter-distance applicables aux circuits de primaire (500 mètres) ou de secondaire (1000 mètres)
- Une fréquentation minimale prévisionnelle de :
 - ▶ 2 élèves par point d'arrêt si la densité de la commune de résidence telle que définie par l'INSEE est strictement supérieure à 22 habitants par km²
 - ▶ 1 élève par point d'arrêt sur la densité de la commune telle que définie par l'INSEE est inférieure ou égale à 22 habitants par km²
- Le respect de conditions de sécurité, à l'appréciation des services de la Région après consultation éventuelle des services gestionnaires de la voirie ;
- La création du point d'arrêt doit être financièrement acceptable et ne pas générer de surcoûts significatifs.

La Région se réserve le droit de suspendre ou de supprimer un point d'arrêt s'il n'est plus fréquenté et/ou si sa dangerosité est avérée.

3.3 L'accès aux Aides Individuelles au Transport (AIT)

La Région peut prendre en charge, sous forme d'une aide individuelle, une part des frais de transport des élèves demi-pensionnaires ou internes domiciliés dans la Région et considérés comme des ayants-droits au titre du présent règlement.

Cette aide concerne uniquement les élèves dont le trajet domicile établissement scolaire ne peut pas être assuré par un réseau routier de transport régional ou le TER.

Cette aide ne concerne pas les élèves placés en famille ou en foyer d'accueil dont les frais de transport relèvent de l'Aide Sociale à l'Enfance Du Département de domicile.

Le dossier de demande doit être renouvelé chaque année et transmis à la Région avant le 1^{er} novembre de l'année scolaire en cours.

Aucune aide individuelle ne pourra être versée aux élèves considérés comme non ayant-droits au sens du présent règlement.

3.3.1 Conditions d'accès aux AIT

Pour accéder aux AIT, les élèves doivent respecter les conditions suivantes :

- Etre ayant-droit au sens du présent règlement notamment en ce qui concerne les critères de domiciliation et de sectorisation
- N'être desservi par aucun service de transport régional adapté à leur besoin
- Fournir l'ensemble des pièces justificatives nécessaires à l'instruction du dossier d'inscription ainsi qu'un RIB

Ce dispositif ne s'applique pas aux élèves domiciliés en Charente (internes) et dans les Landes (internes et demi-pensionnaires) qui devront contacter leur Conseil Départemental qui a souhaité conserver la maîtrise de ces aides.

3.3.2 Modalités de calcul et de versement

3.3.2.1 Pour les élèves demi-pensionnaires

L'aide au transport est forfaitaire, annuelle et par palier kilométrique.

Elle est calculée sur la base de la distance entre le domicile de l'élève et son établissement scolaire

Les distances sont calculées sur la base de l'itinéraire routier le plus court selon la référence de www.wego.here.com

L'allocation est modulable en fonction des paliers de distance suivants :

Distance	Demi-pensionnaire
De 5 à 14.9 km	250 €
De 15 à 29.9 km	500 €
Plus de 30 km	750 €

Le versement est limité à une seule Aide par famille lorsque plusieurs enfants d'une même famille peuvent en bénéficier (mêmes horaires et même établissement)

En cas de garde alternée, le montant annuel de l'AIT due au parent qui en fait la demande, le montant sera réduit de moitié.

Le versement de l'AIT s'effectuera par virement auprès du représentant légal en une seule fois à partir du mois de février de l'année scolaire en cours.

Ce dispositif ne s'applique pas aux élèves domiciliés dans les Landes qui devront se tourner vers leur Conseil Départemental qui a souhaité conserver la maîtrise de ces aides.

3.3.2.2 Pour les élèves internes

L'aide au transport est forfaitaire, annuelle et par palier kilométrique.

Elle est calculée sur la base de la distance entre le domicile de l'élève et son établissement scolaire.

Les distances sont calculées sur la base de l'itinéraire routier le plus court selon la référence de www.wego.here.com

L'allocation est modulable en fonction des paliers de distance suivants :

Distance	Interne
De 5 à 14.9 km	50 €
De 15 à 29.9 km	100 €
De 30 à 59.9 km	200 €
De 60 à 99.9 km	400 €
Plus de 100 km	600 €

Le versement est limité à une seule Aide par famille lorsque plusieurs enfants d'une même famille peuvent en bénéficier (mêmes horaires et même établissement)

En cas de garde alternée, le montant annuel de l'AIT due au parent qui en fait la demande, le montant sera réduit de moitié.

Le versement de l'AIT s'effectuera par virement auprès du représentant légal en une seule fois à partir du mois de février.

Ce dispositif ne s'applique pas aux élèves domiciliés en Charente et dans les Landes qui devront se tourner vers leur Conseil Départemental qui a souhaité conserver la maîtrise de ces aides.

4. CONDITIONS GENERALES D'UTILISATIONS DES SERVICES

4.1 Montée et descente du car

L'élève est sous la responsabilité de ses parents entre son domicile et le point d'arrêt, ainsi que du point d'arrêt à son établissement.

L'élève doit être présent à l'arrêt au moins 5 minutes avant l'horaire du service.

Au point d'arrêt les élèves doivent attendre dans le calme.

La montée et la descente doivent s'effectuer dans le calme, dans l'ordre et en aidant les plus jeunes.

A la montée comme à la descente les élèves sont invités à saluer le conducteur.

A la descente du véhicule, les élèves doivent attendre le départ du car s'ils doivent traverser la route. Ils doivent s'assurer de pouvoir le faire en toute sécurité.

4.2 Obligation des parents et/ou représentants légaux

Le transport et l'accompagnement des élèves entre le domicile et le point d'arrêt à l'aller et au retour, de même que leur surveillance jusqu'à la montée dans le car et à leur descente du car, relèvent de la responsabilité des représentants légaux.

Par ailleurs, les représentants légaux :

- Ne doivent pas stationner leur véhicule aux points d'arrêt, sur les aires de stationnement des autocars ou sur les lieux de montée et descente des élèves
- Doivent veiller à ce que l'élève dispose tous les jours de son titre de transport en règle
- Doivent rappeler à l'enfant les règles de sécurité et particulièrement l'obligation d'attacher sa ceinture de sécurité à bord
- Ne doivent en aucun cas formuler leur réclamation pour quelque motif que ce soit auprès du conducteur. Ils sont invités à s'adresser soit aux services de la Région soit à l'autorité organisatrice de 2nd rang territorialement compétente par tout moyen à leur convenance.
- Pour les enfants de maternelles et en cas d'absence d'un adulte au point d'arrêt, à la dépose du service retour, le conducteur a la responsabilité d'assurer la sécurité de l'enfant, qu'il conserve à bord de l'autocar. Dans ce cas, il prévient sa Direction, l'Autorité Organisatrice de 2nd Rang et la Région pour trouver la solution la mieux adaptée ; à défaut il remettra l'enfant au service de Police ou de Gendarmerie compétent.

4.3 Obligations de l'élève pendant le trajet

L'élève doit attacher sa ceinture de sécurité pendant tout le trajet. Le non port de la ceinture de sécurité constitue une infraction passible d'une amende de 135 €.

L'élève doit rester à sa place pendant tout le trajet, ne la quitter qu'au moment de la descente et se comporter de manière à ne pas gêner les passagers et le conducteur. Il est interdit, sauf cas d'urgence avérée, d'effectuer des appels vocaux avec un téléphone portable. L'utilisation de ce dernier n'est autorisée que pour des activités qui ne génèrent aucun bruit pour les autres passagers.

A tout moment le couloir de circulation et l'accès aux portes du car doivent être libres. Les sacs, cartables et paquet doivent donc être rangés en conséquence notamment sous le siège de l'élève.

Il est interdit de :

- Se bousculer, se battre, hurler ou lancer des projectiles
- Se déplacer dans le couloir central du car, sauf en cas d'urgence
- Se pencher à l'extérieur du car
- Cracher, manger et boire dans le véhicule
- Fumer, vapoter ou utiliser des allumettes ou briquets
- Manipuler des objets dangereux (cutters, couteaux, ciseaux, etc)
- Transporter, faire commerce et/ou consommer de l'alcool ou des substances illicites
- Transporter des animaux
- Toucher les poignées, serrures ou dispositifs d'ouverture des portes ainsi que les issues de secours
- Manipuler, voler et détériorer le matériel de sécurité
- Dégrader le matériel, laisser des papiers et autres déchets
- Parler au conducteur sans motif valable
- Provoquer ou distraire le conducteur par des cris, des injures, ou bousculades
- Faire de la propagande quel qu'en soit l'objet

Tout acte de vandalisme ou détérioration commis par les élèves à l'intérieur du véhicule engagera la responsabilité financière de ses représentants légaux si les élèves sont mineurs ou leur propre responsabilité s'ils sont majeurs. Les sanctions seront appliquées et les fautifs tenus de réparer financièrement le préjudice causé.

Tout manquement à ces obligations engendrera l'application de sanctions conformément au règlement de discipline présenté en annexe 3.

4.4 Titre de transport

L'accès au service est conditionné par la présentation d'un titre de transport en cours de validité.

Le titre de transport est nominatif et valable pour une année scolaire.

En montant à bord du véhicule, l'élève doit obligatoirement valider ou présenter son titre de transport au conducteur. Il doit veiller à ce qu'il soit toujours en bon état.

En cas d'oubli du titre de transport, l'élève doit le signaler à la montée dans le car.

En cas de contrôle, l'élève doit présenter son titre de transport ou à défaut décliner son identité à l'aide de son carnet de correspondance ou d'une pièce d'identité.

L'élève doit se conformer aux mentions portées sur son titre de transport en termes d'itinéraires, de point d'arrêt ou d'horaires. Dans le cas contraire l'accès au véhicule lui sera refusé.

En cas d'oubli de son titre de transport, l'élève doit présenter son carnet de correspondance au conducteur pour que ce dernier relève son identité. Il s'expose par ailleurs aux sanctions prévues à l'annexe 3.

En cas de perte, de détérioration ou de vol de son titre de transport l'élève devra faire établir un duplicata au tarif en vigueur, tel que préciser dans l'annexe 1.

L'absence de titre non signalé au conducteur, l'utilisation de titre non valable, la falsification du titre de transport scolaire, le prêt ou l'utilisation du titre d'un autre usager, constituent des fraudes et seront sanctionnées comme telles (cf annexe 3).

Tout manquement au présent règlement fera l'objet d'application de sanctions telles que prévues dans le règlement de discipline présenté en Annexe 3.

ANNEXE 1 – CAS DE DEROGATION A LA SECTORISATION

Départements	Communes	Lycées – Collèges privés sous-contrat	Secteur de recrutement dérogatoire à la carte scolaire du public
17 - CHARENTE-MARITIME	PONT L'ABBÉ D'ARNOULT	Collège La Salle Saint Louis	Nancras Sablonceaux Champagne
		Lycée La Salle Saint Louis	Rochefort Tonnay-Charente Lussant Saint-Hippolyte Cabariot Champdolent Bords Echillais Saint-Agnan Saint-Jean-d' Angle La Gripperie- SaintSymphorien Saint Sornin Le Gua Saujon Médis Le Chai Champagne Trizay
47 - LOT-ET-GARONNE	MONBAHUS	Collège Notre-dame	ARMILLAC BOUDY DE BEAUREGARD BOURGOUGNAGUE CANCON LAPERCHE LAUZUN LAVERGNE MIRAMONT DE GUYENNE SAINT EUTROPE DE BORN SAINT PARDOUX ISAAC TOMBEBOEUF

Départements	Communes	Lycées – Collèges privés sous-contrat	Secteur de recrutement dérogatoire à la carte scolaire du public
	CASSENEUIL	Collège Saint-Pierre	CASTELMORON SUR LOT LE TEMPLE SUR LOT MONCLAR D'AGENAIS PAILLOLES
64 - PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	ORTHEZ	Collèges Moncade et Jeanne d'Arc	Communes des Landes : Argelos, Bassercles, Beyris, Bonnegarde, Castaignos-Souslens, Marpaps, Tilh et Ossage.
	PONTACQ	Collège Saint-Joseph	Commune de Ger
79 - DEUX-SÈVRES	ALLONNE	Ecole privée	Commune d'Allone
	SAINT-GEORGES-DE-NOISNE	Ecole privée	Commune de Saint Georges de noisne
	VERNOUX-EN-GATINE	Ecole privée	Commune de Vernoux en Gâtine
	THOUARS	Lycée Saint-Charles	Comprend le secteur du lycée public de Loudun (86)

ANNEXE 2 – TARIFICATIONS APPLICABLES

Tranche	Tarif applicable	QF estimé	Profils usagers : Revenu net imposable/mois plafond
1	30 €	inférieur à 450€	Monopar. - 1 enf : 675€ Monopar. - 2 enf : 900€ Couple - 1 enf : 1 125€ Couple - 2 enf : 1 350€ Couple - 3 enf : 1 800€
2	50 €	entre 451 et 650€	Monopar. - 1 enf : 975€ Monopar. - 2 enf : 1 300€ Couple - 1 enf : 1 625€ Couple - 2 enf : 1 950€ Couple - 3 enf : 2 600€
3	80€	entre 651 et 870€	Monopar. - 1 enf : 1 305€ Monopar. - 2 enf : 1 740€ Couple - 1 enf : 2 175€ Couple - 2 enf : 2 610€ Couple - 3 enf : 3 480€
4	115 €	entre 871 et 1 250€	Monopar. - 1 enf : 1 875€ Monopar. - 2 enf : 2 500€ Couple - 1 enf : 3 125€ Couple - 2 enf : 3 750€ Couple - 3 enf : 5 000€
5	150 €	A partir de 1 250€	
Internes	95 €		
Tarif non-ayant droit	195 €		
Navette Regroupement Pédagogiques Intercommunaux, internats	30 €		

Tarifs annexes :

- Frais d'inscription complémentaire pour demande de transport exigible après le 20 Juillet : 15€
- Participation familiale exigée auprès des familles d'accueil de mineurs, des Fonds sociaux d'établissements scolaires, des établissements d'accueil de mineurs. : 3^{ème} tranche du tableau ci-dessus
- Duplicata de titre de transport : 10€

ANNEXE 3 – REGLEMENT DE DISCIPLINE

PROCEDURE

En cas de non-respect du présent règlement, des sanctions seront prises et pourront consister en un simple courrier d'avertissement à la famille et à l'établissement, jusqu'à l'exclusion temporaire ou définitive de l'élève du service emprunté.

Les sanctions peuvent être déclenchées sur signalement des conducteurs (via leur entreprise), des contrôleurs, des responsables d'établissements, des familles qui constatent des faits d'indiscipline ou des faits graves commis par un usager scolaire ou d'un usager non scolaire sur circuit scolaire.

Chaque sanction est constatée par écrit et notifiée au représentant légal par l'Autorité Organisatrice compétente ou les services de la Région, qui avisent le transporteur et le chef d'établissement.

Lorsque le comportement de l'élève peut entraîner son exclusion, un courrier, envoyé par la Région ou l'Autorité Organisatrice de 2nd rang compétente est adressé au représentant légal. Dans un délai de 48 heures le représentant légal et/ou l'élève peuvent fournir des explications sur les circonstances des faits reprochés. L'avis du chef d'établissement est également sollicité.

La sanction prise par la Région ou l'Autorité Organisatrice de 2nd rang compétente à l'encontre de l'élève est indépendante de toute action judiciaire susceptible d'être entreprise par ailleurs.

En fonction du contexte ou des circonstances, la Région et/ou l'AO se réservent toute latitude pour adapter la sanction à la gravité de la faute.

Les sanctions s'appliquent aux faits commis dans l'année scolaire mais peuvent être reconduites l'année scolaire suivante en cas de faits particulièrement graves.

Les exclusions des transports scolaires ne dispensent pas l'élève de l'obligation scolaire (copie de la notification en sera faite au chef d'établissement).

Même en cas d'exclusion de longue durée, aucun remboursement de participation familiale ne sera effectué.

Le tableau suivant dresse une liste indicative des comportements ou actes répréhensibles et précise le barème des sanctions associées.

Règlement applicable aux usagers scolaires tant sur circuits spéciaux que sur lignes régulières

PROBLEMES RENCONTRES	1ERE INDISCIPLIN E	1ère RECIDIVE	2ème RECIDIVE
		dans les 12 mois calendaires suivant la première occurrence	
Non présentation titre de transport ou titre de transport sans photo d'un élève inscrit	Avertissement	Exclusion 2 jours scolaires	
Trajet et/ou point de montée et/ou descente non conforme			
Non port de la ceinture de sécurité	Avertissement	Exclusion 3 jours scolaires	Exclusion 10 jours scolaires
Falsification ou utilisation frauduleuse du titre de transport			
Consommation de boissons et aliments à bord du véhicule et/ou dépôt de déchets			
Comportement non adapté aux transports scolaires remettant en cause la sérénité et la sécurité des autres usagers et du conducteur : debout dans le car, chahut, jet de projectiles, non-respect d'autrui, insolence (propos et gestes déplacés ...), comportement indécent, exhibition, vol à autrui, usage d'enceinte à fort volume, enregistrement sonore, photo ou vidéo sans accord de la personne concernée...			

Règlement applicable aux usagers scolaires tant sur circuits spéciaux que sur lignes régulières

Dégradation volontaire du véhicule : siège lacéré, ceinture de sécurité coupée, peinture rayée, bris de glace...				
Manipulation à mauvais escient des organes de sécurité du véhicule (marteau, extincteur, issue de secours, pictogrammes...)	Exclusion 3 jours scolaires	Exclusion 5 jours scolaires	Exclusion jusqu'à la fin de l'année scolaire	
Vol de l'équipement de sécurité (marteau, extincteurs, trousse médicale, pictogrammes...)				

PRO

Consommation ou détention d'alcool ou de drogue à bord du véhicule	Exclusion 5 jours scolaires	Exclusion jusqu'à la fin de l'année scolaire
Utilisation de briquet ou allumettes dans le véhicule ou consommation de tabac ou de cigarette électronique		
Introduction ou manipulation dans le véhicule de matériel dangereux ou illicite (couteau, arme...)		
Agression ou menace orale, verbale ou gestuelle envers un élève, le conducteur ou tout représentant de l'autorité de transport	Exclusion 5 jours scolaires	Exclusion jusqu'à la fin de l'année scolaire
Agression ou menace physique envers un élève	Exclusion 7 jours scolaires	
Agression ou menace physique envers le conducteur ou tout représentant de l'autorité de transport	Exclusion jusqu'à la fin de l'année scolaire	
Agression à caractère sexuel, raciste, homophobe, religieuse ...	Exclusion jusqu'à la fin de l'année scolaire	
* Toute notification d'indisciplines fera l'objet d'un courrier recommandé le l'autorité organisatrice avec AR, avec copie à l'établissement scolaire et au transporteur		
* Aucun remboursement de participation familiale ne sera effectué en cas d'exclusion temporaire ou jusqu'à la fin de l'année scolaire		
* La collectivité et le transporteur se réservent le droit d'engager des poursuites judiciaires, notamment en cas d'agressions ou de dégradations		
* En fonction du contexte ou des circonstances, la Région Nouvelle-Aquitaine se réserve toute latitude pour adapter la sanction à la gravité de la faute.		